



Appel à propositions du Parc amazonien de Guyane Règlement de l'appel à projets (année 2022)

***Education à l'environnement
Activités pour la jeunesse
Promesses du territoire***

ARTICLE 1 : STRUCTURE ORGANISATRICE ET OBJET DE L'APPEL A PROJETS

L'appel à projets est organisé par l'établissement public du Parc amazonien de Guyane. Il a pour objet de soutenir les actions locales d'acteurs publics et associatifs sur et pour le territoire des communes du Sud de la Guyane (Camopi, Maripa-Soula, Papaïchton, Saül).

Cet appel à propositions s'inscrit dans le soutien de longue date que porte le Parc national aux projets locaux mais souhaite mettre l'accent sur certaines thématiques prioritaires selon ses objectifs. Les aides octroyées dans ce cadre n'ont pas vocation à se substituer aux autres régimes locaux, nationaux ou européens mais peuvent les compléter.

ARTICLE 2 : PRESENTATION DE L'APPEL A PROJETS

L'appel à projets se fait sur trois thématiques et est à destination des associations, des écoles et des bibliothèques travaillant sur le territoire du Parc amazonien. Les projets candidats doivent répondre aux objectifs de l'une des thématiques (à mentionner dans le dossier). Il est organisé en deux sessions annuelles.

Les trois thématiques sont les suivantes :

1. EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT ET AU DEVELOPPEMENT DURABLE :

Le projet souhaitant répondre à cette thématique doit consister à monter ou structurer une initiative ou un programme pédagogique de sensibilisation à l'environnement et au développement durable, à destination des scolaires et/ou du grand public.

Voici des exemples de projets pouvant être financés :

- *Mise en place d'un programme pédagogique sur la découverte de la nature et de la forêt*
- *Mini-conférences grand public*
- *Sensibilisation au tri et à la gestion des déchets*
- *Gestion de l'eau à la maison*
- *Participation à des plantations de produits locaux*

2. JEUNESSE

Le projet souhaitant répondre à cette thématique doit consister en une ou des actions locales d'acteurs associatifs sur et pour les territoires concernés par le PAG sur le thème de la jeunesse, avec une approche projet.

Il vise à proposer une offre d'activités variée aux jeunes (12-30 ans) qui le souhaitent pendant des périodes où le désœuvrement peut être particulièrement important : weekend, vacances scolaires, début de soirée (18h-20h). Il vise ainsi à contribuer à la lutte contre l'inactivité et à favoriser les conditions du mieux-être.

L'appel à propositions porte sur de petits projets non-évènementiels, permettant aux jeunes de pratiquer des activités (sportives, culturelles, environnementales, artistiques) mais aussi d'améliorer leur cadre de vie. Il peut s'agir de stages, animations, équipements, rencontres, accompagnements.



Les projets organisés dans des villages isolés seront privilégiés.

Exemple de projets/actions :

- Ateliers et stages de danse ;
- Stages de musique ;
- Stages sportif (kayak, football, volley, orientation, arts martiaux...)
- Programme culturel (cinéma, musique...)
- Stages informatiques et bureautiques (initiation montage vidéo, Word...)
- Ateliers de perles, tissage, artisanat... ;
- Découverte du théâtre, du cirque... ;
- Actions contribuant à l'amélioration du cadre de vie : mayouri (nettoyage, entretien de terrains de sport...)

Ne seront pas financés : l'aide scolaire, les tournois et les échanges sportifs, les évènements musicaux ou artistiques qui ne comporteraient pas une part stage ou animation

3. PROMESSES DU TERRITOIRE (valorisation des cultures et développement local)

Les projets souhaitant s'inscrire dans cette thématique doivent consister en des petits projets non-évènementiels apportant une plus-value pour le territoire :

- soit en valorisant la diversité culturelle locale et la transmission des savoir-faire,
- soit en favorisant le développement d'une économie locale adaptée et durable.

Ils sont portés par une association locale, établissement scolaire ou bibliothèque, qui peuvent être accompagnés d'une association régionale/extraterritoriale.

Voici des exemples de projets pouvant être menés :

- Construction ou réhabilitation de carbet traditionnel
- Activités de transmission de la culture et des savoir-faire dans le cadre des activités périscolaires
- Formation de médiateurs locaux (énergie, déchets, jeunesse...)
- Création d'un guide des produits locaux
- Mise en place d'un chantier école bois, construction, ...
- Création d'une assemblée locale des jeunes
- Ateliers de présentation des métiers et parcours professionnels
- Mise en place d'ateliers de transmission sur la vannerie, sur le tembé, ...
- Mise en place d'une offre périscolaire sur l'artisanat avec une école
- Valorisation de l'artisanat à travers une exposition
- Organisation d'un cycle de rencontres entre les artisans
- Mise en place d'une offre périscolaire sur la découverte de la culture avec une école
- Organisation d'un échange interculturel sur la musique
- Projet de valorisation culturelle via différents média (vidéo, jeux de société, musique assistée par ordinateur, arts graphiques...)
- Editions bilingues ou trilingues sur les cultures du territoire
- Réalisation d'un recueil de contes
- Réalisation et valorisation d'un fonds de ressources et exposition sur les patrimoines locaux (lieu de découverte)



ARTICLE 3 : ENVELOPPES ET MONTANTS

Le montant global maximum attribué à l'appel à projets est de **50 000 €**. Ce montant pourra être alloué en partie ou en totalité en fonction du nombre de dossiers participants.

Les enveloppes et montants pouvant être demandés sont les suivants :

Thématique	Montant maximum financé
Education à l'environnement et au développement durable	3 000
Promesses du territoire	3 000
Jeunesse	1 500

ARTICLE 4 : CALENDRIER DE L'APPEL A PROJETS

Première session :

- Du 15 décembre 2021 au 11 février 2022 : appel à candidature - réception des dossiers.
- Du 14 février au 25 mars 2022 : analyse et sélection des projets
- A partir du 28 mars 2022 : notification et décision d'aide

Deuxième session :

- Du 10 juin au 16 septembre 2022 : appel à candidature - réception des dossiers.
- Du 19 septembre au 28 octobre 2022 : analyse et sélection des projets
- A partir du 31 octobre 2022 : notification et décision d'aide

ARTICLE 5 : ELIGIBILITE DES CANDIDATS

L'opération est ouverte à tout groupe de personnes ayant son siège en Guyane constitué en association régie par la loi du 1er juillet 1901 ET présents dans le Sud de la Guyane (siège, antenne ou partenaires locaux), ainsi que les écoles et bibliothèques du territoire ou agissant sur le territoire du Parc amazonien.

Ne sont pas éligibles les associations culturelles, para-administratives ou finançant des partis politiques et les syndicats régis par le code du travail.

Ne sont pas éligibles les candidats qui ont bénéficié d'une décision de subvention du Parc amazonien de Guyane dont la date est échue et qui n'ont pas remis leur rapport d'exécution technique et financier accompagné des factures acquittées ou, le cas échéant, qui n'ont pas honoré une demande de reversement totale ou partielle d'une subvention déjà reçue mais non consommée.

ARTICLE 6 : MODALITES D'INSCRIPTION ET CONDITIONS DE DEPOT DU DOSSIER

Les inscriptions à l'appel à projets sont gratuites. Le dossier de candidature est téléchargeable sur le site Internet du Parc amazonien <http://www.parc-amazonien-guyane.fr/fr/le-parc-amazonien-de-guyane/appel-propositions> et disponible en version numérique dans les délégations du Parc amazonien.

Il devra être renvoyé

Première session :

- par courrier papier **au plus tard le 1er février** (la date du cachet de la Poste faisant foi) à l'adresse ci-dessous :

Parc amazonien de Guyane
Appel à projets
1 rue Lederson
97354 REMIRE MONTJOLY



OU

- par e-mail au plus tard le 11 février, à l'adresse email suivante : aap.pag@guyane-parcnational.fr

Deuxième session :

- par courrier papier au plus tard le 6 septembre (la date du cachet de la Poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus :

OU

- par e-mail au plus tard le 16 septembre, à l'adresse email suivante : aap.pag@guyane-parcnational.fr

ARTICLE 7 : CONSTITUTION TECHNIQUE DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature doit impérativement être envoyé par e-mail ou par courrier et comporter l'ensemble des documents obligatoires suivants :

Pour les associations, les pièces suivantes devront également être jointes :

- Demande de candidature complétée, datée et signée par le président (formulaire du Parc amazonien ou [cerfa n°12156*03](#))
- Un RIB/IBAN (copie lisible) portant adresse correspondant au SIRET
- L'extrait de la publication au Journal Officiel
- Les statuts de l'association datés et signés

Pour les établissements scolaires et les bibliothèques¹,

- Demande de candidature complétée, datée et signée du Directeur de l'établissement (formulaire du Parc amazonien)
- Un RIB/IBAN (copie lisible) portant adresse correspondant au SIRET de l'association porteuse
- le cas échéant, une autorisation du Directeur de l'établissement autorisant une association à recevoir les fonds pour le projet.

Le Parc amazonien se réserve le droit de demander au candidat toute pièce complémentaire utile à l'instruction, notamment :

- Les pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations, fiches de paie...),
- Pour les associations, le rapport d'activités approuvé et le rapport financier approuvé les plus récents (comprenant le bilan financier),
- Les lettres d'engagement des co-financeurs.

Tout élément manquant pourra entraîner le rejet du dossier.

Entre la réception du dossier et la date de fin d'appel à candidature et dans le cas d'un dossier incomplet, le Parc amazonien pourra renvoyer au candidat son dossier avec les indications lui précisant les pièces et parties à compléter afin de rendre le dossier éligible.

Les dossiers manuscrits ne seront pas acceptés. Merci de ne pas agraffer les documents.

NB : le Parc amazonien sera sensible au caractère clair et concis du dossier (police conseillée : Arial 10).

¹ Dans le cas où un projet est porté par un établissement scolaire mais pour lequel la structure recevant et gérant les subventions est une association (de parents d'élèves, d'amicale...) liée à l'établissement scolaire, il est demandé de fournir les mêmes pièces que celles requises pour les associations, ainsi que l'autorisation de l'établissement scolaire.



ARTICLE 8 : CRITERES D'ELIGIBILITE DES PROJETS

Pour participer à l'opération, le projet doit répondre à tous les critères d'éligibilité suivants :

- Dossier de candidature reçu complet et dans les temps impartis
- S'inscrire dans l'une des thématiques de l'appel à projets
- Se dérouler sur le territoire des communes du Sud : Camopi, Maripa-Soula, Papaïchton et Saül
- Être au bénéfice du territoire et de ses habitants
- Être en partie autofinancé par les porteurs et/ou co-financé
- Présenter un budget prévisionnel équilibré (recettes prévues égales aux dépenses)
- Ne pas avoir des effets ou impacts négatifs notoires sur l'environnement et la culture locale

ARTICLE 9 : SELECTION DES PROJETS

La sélection des projets s'appuie sur trois aspects :

- Le contenu du projet en tant que tel (sa qualité relativement à la thématique)
- Le montage technique du projet
- Le montage financier

Ces éléments sont disponibles à titre d'information sur le site Internet du Parc amazonien <http://www.parc-amazonien-guyane.fr/fr/le-parc-amazonien-de-guyane/appel-propositions> et disponibles en version numérique et papier dans les délégations du Parc amazonien.

Une commission se réunira pour statuer sur les projets candidats à financer et l'enveloppe à leur allouer. Elle est composée d'agents du Parc amazonien et d'agents ou élus d'institutions partenaires (services de l'Etat, collectivités, associations).

ARTICLE 10 : MODALITES DE FINANCEMENT

La totalité de la subvention est allouée à la signature de la décision d'attribution de subvention.

Pour obtenir le versement de la subvention, le bénéficiaire dépose la décision d'attribution de subvention sur chorus-pro <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>.

Le bénéficiaire devra fournir un rapport d'exécution technique et financier, ainsi que les factures attestant des dépenses, à l'issue de la réalisation du projet. La fourniture de ce rapport conditionnera l'éligibilité de toute nouvelle demande d'aide (voir article 5).

En cas de non réalisation totale ou partielle du projet, ou d'usage non conforme des fonds alloués, une demande de reversement total ou partiel de l'aide accordée sera émise a posteriori par le PAG auprès du bénéficiaire.

Un modèle de rapport technique et financier est mis à disposition en version numérique sur le site du Parc amazonien et dans les délégations du Parc amazonien.

ARTICLE 11 : OBLIGATIONS DES STRUCTURES SUBVENTIONNEES

Les structures lauréates s'engagent à faire figurer la mention du Parc amazonien et de son appel à projets sur l'ensemble de leurs documents de communication liés au projet.



ARTICLE 12 : COMMUNICATION ET PROMOTION

Le Parc amazonien et ses partenaires se réservent la possibilité de communiquer sur les structures sélectionnées. Cette communication peut prendre appui sur des images, enregistrements sonores et textes issus des structures sélectionnées. Leur utilisation en France et à l'étranger peut concerner les expositions, les salons, les forums, la reproduction dans des magazines, catalogues, sites Internet et plus généralement les médias et les relations publiques.

Tout candidat autorise le Parc amazonien à publier, notamment sur son site Internet, son nom et ses coordonnées et plus généralement à les utiliser à toutes fins de promotion.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Le Parc amazonien et les personnes ayant accès aux dossiers déposés dans le cadre de l'appel à projets s'engagent à garder confidentielle toute information relative aux projets des structures candidates n'ayant pas été retenues.

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/78, les participants à l'appel à projets disposent également d'un droit d'accès, de vérification, de rectification ou même de radiation des informations les concernant, qu'ils peuvent exercer sur simple demande écrite à l'adresse (postale ou e-mail) du Parc amazonien mentionnée plus haut.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DU REGLEMENT

Les éventuelles modifications du calendrier de dépôt des dossiers de l'appel à projets seront portées à la connaissance des candidats sur le site Internet du Parc amazonien <http://www.parc-amazonien-guyane.fr/fr/le-parc-amazonien-de-guyane/appel-propositions> et affichées dans les délégations du Parc amazonien.

ARTICLE 15 : ANNULATION DE L'APPEL A PROJETS ET RESPONSABILITE

Dans l'hypothèse où l'appel à projets serait interrompu pour des raisons indépendantes de la volonté du Parc amazonien, l'opération sera annulée de plein droit sans formalité judiciaire et sans mise en demeure.

L'organisateur sera dégagé de ses obligations sans qu'aucun remboursement ni indemnité ne soient dus aux structures candidates.

ARTICLE 16 : ACCEPTATION DU REGLEMENT

Tout candidat reconnaît, en signant la déclaration sur l'honneur du formulaire de demande d'aide, avoir pris connaissance du présent règlement et en accepte les dispositions. L'interprétation des termes des différents articles est laissée à l'appréciation seule du Parc amazonien.